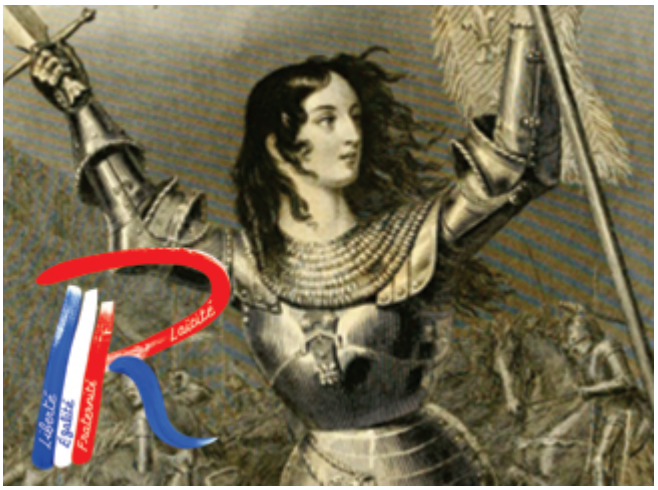
Catholique, je dénonce la lettre des évêques de France, islamophile et pas bandante…

écrit par Laurent Dewoillemont | 15 octobre 2016



Dans un monde qui change retrouver le sens du politique
Conseil permanent de la conférence des évêques de France
http://www.eglise.catholique.fr/espace-presse/communiques-de-presse/428281-sortie-en-librairie-dune-lettre-du-conseil-permanent-dans-un-monde-qui-change-retrouver-le-sens-du-politique/
D'emblée on ne sait pas si ce texte a pu être validé, entériné ou approuvé par le reste du syndicat des évêques de France. Seul le soviet suprême l'a signé.
Le nom du Christ n'apparaît qu'à la dernière phrase du supplément « *2017, année électorale* ». Il s'agit là sans doute d'un oubli malencontreux mais le Christ a pourtant indiqué qu'il renierait celui qui l'aura renié devant les hommes…

L'islam est très peu présent dans ce document ; il n'apparaît ni dans l'introduction ni dans la conclusion. Une incursion en page 34, aux côtés d'autres problèmes aussi préoccupants que les transformations climatique et écologiques. Une autre en page 39 consent à observer que *« le monde arabo musulman est devenu une source de dangers pour beaucoup de de nos*

concitoyens ». En fait non c'est plutôt la présence massive d'arabo musulmans en France, qui est ressentie comme une menace tant pour notre identité que pour le « vivre ensemble ». Il s'agit pour eux de reconnaître qu' « *incivisme, violence, communautarisme, embrigadements, etc… tous ces éléments se confondent dans le visage de l'étranger* » (p 39). Non ! D'abord, ce sont souvent des personnes qui ont déjà la nationalité française, et ensuite qui se réclament d'une religion qui est une contre société, ainsi qu'ils l'affirment eux même, avec arrogance et mépris, et non pas tels que moi, catholique, je voudrais les voir.

Le reste du document se contente d'observer qu'il y a un problème avec le contrat social ; lequel est donc devenu la référence. Quid des dix commandement ? Quid de l'amour de la patrie ? Aucune référence religieuse chrétienne n'apparaît dans ce texte, sauf l'inévitable *Laudato Si* qui semble être le seul texte que les évêques français aient lu, depuis leur dernier opus sur la politique. Quel contrat social pouvons-nous signer avec des personnes pour qui la religion l'emporte sur les lois civiles ? Les évêques ne se posent même pas la question. De quoi parle-t-on ? Qui, en France a signé quel contrat social, avec qui ?

Dans le § 8, on nous indique que « *le politique va être sans cesse appelé à gérer des équilibres provisoires entre différents intérêts à l'instant T* » (p 58). C'est donc cela la politique selon nos évêques ? Pitoyable ! Pas très bandant leur truc ! **Le politique est ce qui a trait au bien commun et, dans une perspective catholique, doit faire en sorte que la Jérusalem terrestre puisse s'élever vers la Jérusalem céleste.** C'est cette vision eschatologique qui donne un sens au gouvernement de la cité.

Les références incessantes à la République, l'obligation de veiller à la démocratie sont l'alpha et l'oméga de leur pensée, ce qui devrait séduire *Résistance républicaine (voir note ci-dessous)*. Mais cette vision est très idéologue et ce

document est écrit à l'eau tiède de la sociologie la plus consensuelle.

Notre salut même terrestre n'est pas là. L'heure est à la vérité, à la désignation de l'ennemi, et ce texte n'est pas de nature à nous donner le courage de lutter pour la France, ni pour le Christ d'ailleurs.

Pour cela il vaut mieux relire « *Mémoire et identité* » de Jean Paul II, le grand oublié de ce texte. Mais sa lutte courageuse contre deux totalitarismes et son amour charnel pour sa patrie sont aux antipodes de nos sociologues mitrés.

Note de Christine Tasin

Si, à *Résistance républicaine*, nous aimons et défendons la République, c'est au nom du bien commun, la res publica romaine. Or ceux qui défendent immigration et islamisation trahissent ce bien commun au nom de la préférence étrangère, ils trahissent la République en pervertissant sciemment ses fondamentaux. Je n'ai rien contre la Cité de Dieu et le fait que les chrétiens essaient, avec le politique, de faire de la Cité terrestre une copie de la Cité de Dieu idéale à laquelle ils aspirent, à condition qu'ils n'imposent pas à tous des dogmes, des restrictions, des préjugés, des interdits et obligations qui ne relèvent que de la religion catholique et qui n'auraient pas été choisis par le peuple dans son ensemble.